

Finances de l'Ontario - Deuxième trimestre de 2001-2002

Le 6 novembre 2001

Perspectives d'équilibre budgétaire

- Les perspectives pour l'exercice 2001-2002 sont conformes au plan budgétaire. Au 30 septembre 2001, un excédent de 140 millions de dollars était prévu, ce qui est conforme au budget de l'Ontario de 2001 et aux Finances de l'Ontario du premier trimestre.

Recettes : 64,1 milliards de dollars

- Les recettes prévues se chiffrent à 64 112 millions de dollars, soit 158 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et les Finances de l'Ontario du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à des baisses des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, et en partie compensé par la hausse des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Dépenses : 63,4 milliards de dollars

- Les dépenses totales se chiffrent à 63 412 millions de dollars, soit 142 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire et les Finances de l'Ontario du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à l'accroissement des fonds versés aux hôpitaux, et en partie compensé par des économies en intérêt sur la dette publique.

Réserve à 0,7 milliard de dollars

- Le plan financier de l'Ontario pour l'exercice 2001-2002 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars destinée à protéger l'équilibre budgétaire contre des changements inattendus et défavorables dans les perspectives économiques et financières.
- Comme le taux de croissance de l'économie est moins élevé que prévu et compte tenu du rôle de la réserve dans une démarche budgétaire prudente, une somme de 300 millions de dollars provenant de la réserve a été utilisée pour veiller à ce que le budget soit équilibré. S'il n'est pas nécessaire de puiser dans le reste, soit 700 millions de dollars, ce montant pourra servir à réduire la dette.

Récapitulatif budgétaire

30 septembre 2001 (en millions de dollars)	2001-2002			
	Chiffres actuels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspec- tives actuelles	Change- ment au cours de l'exercice
Recettes	64 682	64 270	64 112	(158)
Dépenses				
Programmes	50 075	52 011	52 207	196
Restructuration et autres dépenses	31	—	—	—
Total des dépenses de programmes	50 106	52 011	52 207	196
Immobilisations	2 079	1 944	1 949	5
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	520	—
Total des dépenses	61 601	63 270	63 412	142
Moins : Réserve	—	1 000	700	(300)
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs*	244	140	140	—
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	—

* Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Faits saillants concernant l'économie

L'économie de l'Ontario connaît un ralentissement en raison de la plus faible croissance économique à l'échelle mondiale et des effets néfastes des attaques terroristes contre les États-Unis. Les économistes du secteur privé s'attendent à une croissance économique modérée pour l'année en cours et l'année suivante, qui se traduira par une augmentation du PIB réel de 1,1 % en 2001 et de 1,3 % en 2002. La croissance économique devrait s'élever à 4,3 % en 2003.

Un certain nombre de facteurs devraient stimuler la croissance d'ici le milieu de 2002.

- Des taux d'intérêt peu élevés entraîneront une baisse des frais d'exploitation des entreprises et stimuleront les dépenses au chapitre des biens de consommation durables et de la construction domiciliaire.
- Des réductions d'impôt aux paliers provincial et fédéral augmenteront le salaire réel des ménages.
- L'élan donné par les réductions d'impôt et par l'augmentation des dépenses au chapitre de la défense et de la sécurité aux États-Unis devrait renforcer la croissance économique américaine.
- La chute des prix du pétrole et du gaz naturel permettra aux ménages d'affecter à d'autres fins une plus grande partie de leur revenu disponible et aux entreprises de réduire leurs coûts.

Perspectives économiques de l'Ontario

Prévisions du secteur privé concernant l'économie ontarienne

(moyenne annuelle)
(en pourcentage)

	1999	2000	2001p	2002p	2003p
Croissance du PIB réel	7,4	5,3	1,1	1,3	4,3
Taux de chômage	6,3	5,7	6,3	7,1	6,6
Inflation de l'IPC	1,9	2,9	3,3	2,0	2,0

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

Mise à jour du programme de financement

- Les emprunts à long terme de la province pour 2001-2002 sur les marchés publics devraient totaliser 10,2 milliards de dollars. La province empruntera afin de refinancer 9,5 milliards de dollars de la dette arrivée à échéance, 2,8 milliards de dollars aux fins de la régularisation et de la consolidation ainsi que 1,0 milliard de dollars pour la provision aux fins du rachat anticipé des obligations. La province pourrait emprunter 0,4 milliard de dollars supplémentaires auprès du Régime de pensions du Canada (RPC), si cela est avantageux.
- Au 30 septembre 2001, les besoins à long terme d'emprunts sur les marchés publics étaient de 1,2 milliard de dollars supérieurs au montant indiqué dans le plan budgétaire de 2001-2002. Cette hausse est due à une augmentation de 0,6 milliard de dollars aux fins de la régularisation et de la consolidation et à une réduction de 0,7 milliard de dollars des emprunts auprès du RPC, ce qui est contrebalancé par une diminution de 0,1 milliard de dollars dans les titres venant à échéance. À ce jour, les emprunts auprès du RPC ont coûté plus cher que les autres méthodes de financement.
- La province a emprunté 1,5 milliard de dollars au cours du deuxième trimestre, entièrement en dollars canadiens. Ce montant comprend une émission en eurodollars canadiens, un certain nombre de billets à moyen terme en bonne et due forme sur le marché intérieur et une nouvelle émission modèle de cinq ans sur le marché intérieur.
- En plus des emprunts et des remboursements indiqués dans le tableau, la province a racheté 261 millions de dollars de dettes au moyen de dettes équivalentes contractées à des taux plus favorables.
- Le marché intérieur demeurera la principale source de financement public de la province. L'Office ontarien de financement continue à suivre l'évolution des marchés financiers étrangers afin de profiter des possibilités d'emprunt avantageuses.
- Au 6 novembre 2001, la province avait contracté des emprunts d'une valeur de près de 8,0 milliards de dollars dans le cadre de son programme d'emprunts à long terme sur les marchés publics pour 2001-2002.

Dette provinciale nette

- La dette provinciale nette devrait s'établir à 110,6 milliards de dollars au 31 mars 2002, soit 0,1 milliard de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et les Finances de l'Ontario du premier trimestre 2001, à la suite de la révision à la baisse de la dette provinciale nette indiquée dans les Comptes publics de 2000-2001.

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)

- En plus des emprunts contractés en son propre nom, la province a emprunté 1,8 milliard de dollars en vue de combler les besoins d'emprunt à long terme de 3,4 milliards de dollars de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) pour 2001-2002. En échange, la SFIEO émet des titres de créance à la province.

Sommaire financier

30 septembre 2001

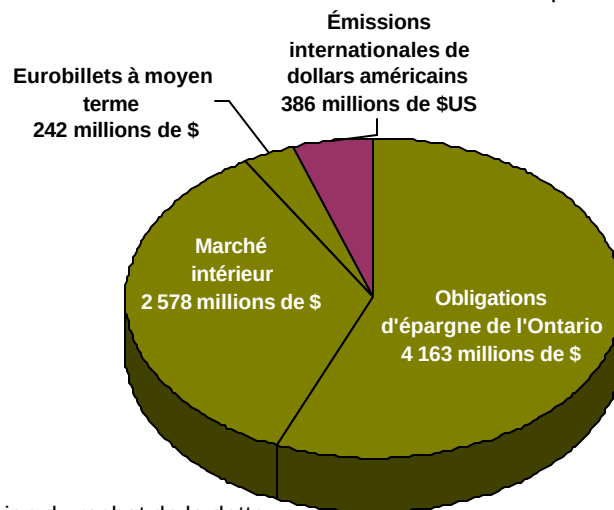
2001-2002

	Chiffres réels 2001-2002	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. par rapport au budget
(en millions de dollars)				
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	—
Régularisation et consolidation	(4 496)	(2 258)	(2 825)	(567)
Dette arrivée à échéance*	(8 145)	(9 557)	(9 467)	90
Provision pour rachats anticipés	(1 036)	(1 020)	(1 020)	—
Autres sources/(Destinations)	(330)	—	—	—
Remboursements nets d'organismes/ (Prêts à des organismes)	766	(42)	(42)	—
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	962	2 551	2 551	—
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	(113)	—	—	—
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	611	1 130	423	(707)
Emprunts à long terme sur les marchés publics	8 456	9 056	10 240	1 184
dont : contractés			7 369	
restants			2 871	

* La dette arrivée à échéance est inférieure au montant prévu dans le plan budgétaire parce que la province s'est prévaluée de son option sur les obligations à échéance prorogable.
Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Emprunts à long terme pour 2001-2002

7 369 millions de dollars canadiens contractés au 30 septembre 2001*



* À l'exclusion du rachat de la dette.